

# PYRENEES ECO

## Spécial Bassin de Lacq

La République  
DES PYRÉNÉES

Supplément au journal n°23966 de la République des Pyrénées et n°23947 de l'Éclair en date du Mercredi 20 septembre 2023

L'ÉCLAIR  
PYRÉNÉES

Il y a 10 ans, était mise  
en service l'UTG de Lacq



© ASCENCION TORRENT, ERIC NORMAND ET RODOLPHE MARTIN

# Cette unité qui a donné un nouveau souffle à Lacq

**INDUSTRIE** ► Inaugurée en novembre 2013, l'Unité de traitement de gaz (UTG) souffle ses 10 bougies. Elle a permis de consolider le site mais aussi d'accélérer sa mutation. **CAHIER SPÉCIAL** ■

## CES DATES CHARNIÈRES DANS L'HISTOIRE DU BASSIN DE LACQ

1951

## Découverte du gaz

Le 19 décembre, en cherchant du pétrole, la Société nationale des pétroles d'Aquitaine (SNPA) découvre un gisement de gaz. Un gaz léthal et corrosif, chargé en hydrogène sulfuré (H<sub>2</sub>S) qui sera exploité une fois mises au point les technologies nécessaires. En 1957, la production commence. Le gaz béarnais irrigue la France.



1975

## Création de Sobegi

Alors que Elf, héritier de la SNPA, est aux manettes de l'exploitation, ses dirigeants souhaitent anticiper l'épuisement du gisement prévu alors 20 ans plus tard. La Société béarnaise de gestion industrielle (Sobegi) est créée à Mourenx pour diversifier l'activité sur le bassin et consolider l'écosystème industriel.



## DÉCRYPTAGE

## L'héritage des pionniers

Il faut parfois savoir ne pas écouter les conseils. C'est ce qu'ont fait, en ce début d'année 1952, les dirigeants de la SNPA, la Société nationale des pétroles d'Aquitaine et leur patron André Blanchard, après avoir entendu le pompier volant Myron Kinley leur hurler : « Rebouchez ce trou, laissez paître les vaches ! »

Il est vrai que le Texan hirsute avait des arguments à faire valoir. Appelé en urgence par les Français, ce chirurgien des forages venait de batailler plusieurs semaines pour maîtriser le gaz qui jaillissait du sous-sol béarnais. Un gaz chargé en hydrogène sulfuré, mortel, dangereux, dont l'éruption dans le ciel le 19 décembre 1951 avait imposé de couper la voie ferrée et d'évacuer des villages. Mais en ce début des Trente Glorieuses où la France se reconstruit et a besoin d'énergie, la SNPA n'écoula pas Kinley et l'exploitation du gaz fut à l'origine d'un immense complexe industriel et même de la création d'une ville nouvelle.

Six décennies plus tard, c'est cet esprit pionnier, toujours vivace, qui aimait encore les dirigeants en place à Lacq au début des années 2010. Alors que le gaz s'épuisait, la décision fut prise de poursuivre l'exploitation des 3% restants en investissant dans une nouvelle unité industrielle. Objectif, maintenir l'industrie du soufre mais aussi l'alimentation en vapeur de plusieurs usines.

C'est sans doute là, dans ce terrain propice à l'innovation et au défi, qu'il faut comprendre la création et la mise en service de l'Unité de Traitement de Gaz, d'abord baptisée du code LCC30, et qui souffle cet automne ses 10 bougies. L'UTG a certes permis de conserver des centaines d'emplois mais a aussi été une magnifique vitrine pour le bassin de Lacq, mettant en lumière sa capacité de résilience et sa détermination collective à s'en sortir. Ce n'est sans doute pas un hasard si, 10 ans après, les annonces d'investissement se succèdent à Lacq. Loués soient les pionniers.

# L'unité qui a permis à Lacq de poursuivre SON ÉPOPÉE

L'Unité de Traitement de Gaz de Lacq souffle cet automne ses 10 bougies. Sa mise en service a représenté un moment charnière dans l'histoire du complexe, permettant au site de conserver, mais aussi d'amplifier, sa vocation industrielle.

« SANS L'UTG, L'ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE QUE NOUS AVONS AUJOURD'HUI N'AURAIT PAS ÉTÉ LE MÊME. »

MIKAËL BERNADET,  
CHEF D'EXPLOITATION DE L'UTG.

En ce 15 novembre 2013, les petits plats ont été mis dans les grands. La salle des fêtes de Lacq est pavoisée et sur la vaste plateforme Induslacq voisine on a prévu ce qu'il faut - a minima un ruban et une paire de ciseaux - pour accueillir au mieux la délégation arrivée de Paris. Il est vrai que ce n'est pas tous les jours que l'on reçoit un chef de gouvernement.

## Symbole industriel

Premier ministre de François Hollande depuis 16 mois, Jean-Marc Ayrault ne se déplace pas pour rien en Béarn. Sa présence ce jour-là signe la mise en service de ce que l'on désigne alors comme le plus gros projet chimique de France. 136 millions d'euros investis et un nom de code : le LCC 30, acronyme qui

cache le Lacq Cluster Chimie 2030.

Droit comme un i dans sa parka noire, le Premier ministre n'est pas venu seul. Outre une imposante suite de journalistes parisiens, des dirigeants des groupes Total et Arkema sont présents pour applaudir la naissance du nouvel équipement. Et bien sûr toutes les équipes locales de techniciens, ingénieurs, ouvriers, cadres qui

ont été associées au projet. C'est jour de fête à Lacq.

L'Unité de Traitement de Gaz (UTG), que l'on inaugure en ce matin frisquet, doit permettre au bassin de poursuivre son aventure industrielle en exploitant le filet restant au sein du gisement dit de Lacq Profond.

Une bonne nouvelle donc en ces temps où elles ne sont pas si fréquentes sur le front économique national et qui a même vu le ministère de l'Industrie devenir celui « du redressement productif. » L'occasion est belle pour le Premier ministre de saluer une réussite qui dépasse le cadre local et couper lui-même ce ruban au pied des imposantes colonnes qui ont poussé sur la plateforme Induslacq.

À Lacq, un mois plus tôt, les dirigeants de Total ont coupé le robinet qui permettait d'envoyer le gaz dans le réseau commercial. Ce qui reste de gaz sera donc exploité, au moins jusqu'en 2030 pense-t-on alors, au bénéfice des seuls occupants de la plateforme de Lacq : du soufre pour la thiochimie, grosse filière locale dont les fameuses collines jaunes sont un marqueur du site, et de la vapeur pour les unités industrielles.

## Le tournant de 2010

Encore fallait-il un outil mieux dimensionné aux nouveaux usages, ce qu'est l'UTG dont la décision de construction a été prise vers 2010. Auparavant chez Celanese avant de rejoindre Sobegi pour partici-



L'Unité de Traitement de Gaz a été livrée en 2013. Elle pe...

per à ce lancement en tant qu'ingénieur projet, Lise Layeillon se souvient bien de la période.

« Total a voulu prévoir à l'avance le début de l'arrêt de la consommation de gaz naturel. Il y avait un nombre important de puits, datant des années 50 et on savait que nous aurions une réduction du volume de gaz présent. C'est pour cela que Sobegi a été créée en 1975 pour développer la chimie finie. Et en 2010, Sobegi a repris l'activité de Lacq et il a fallu se positionner pour dire comment désormais utiliser le gaz brut » raconte Lise. Si le gisement s'est réduit, il faut en effet continuer à alimenter l'industriel Arkéma en H<sub>2</sub>S, le fameux hydrogène sulfuré, un des composants du gaz de Lacq. Gros employeur du bassin, où il compte trois usines et un centre de recherche, Arkéma a en effet besoin de ce gaz, pour ses productions.

Décision est donc prise de construire une nouvelle unité afin de séparer les trois composants du gaz de Lacq : le méthane qui sert à produire de la vapeur et depuis peu de l'élec-



Mikaël Bernadet, responsable d'exploitation de l'UTG et Lise Layeillon, responsable méthodes et procédés, tous deux étaient déjà là en 2013. ©EN

1982

**Pic de production**

Le pic de production est atteint avec un volume de 12 milliards de m<sup>3</sup> durant l'année 1982. Près de 2500 personnes travaillent alors sur la plateforme Induslacq. La production commence ensuite à décliner. Le gisement de gaz a été évalué à 270 milliards de m<sup>3</sup> et son exploitation, à visée commerciale, aura duré 56 ans (1957-2013).



2013

**Mise en service de l'UTG**

Alors que le dernier puits de gaz commercial est fermé le 14 octobre 2013, un mois plus tard, le 15 novembre, le Premier ministre de l'époque Jean-Marc Ayrault est en Béarn pour inaugurer la nouvelle Unité de Traitement de Gaz (UTG), qui permet de poursuivre l'activité gazière au bénéfice de l'industrie du soufre. L'aventure continue.



permet d'exploiter ce qui reste du gisement de gaz afin de fournir le H2S à Arkéma et de la vapeur aux industriels. © ARCHIVES ASCENDION TORRENT

tricité; le H2S qui ira chez Arkéma et le CO2. L'hypothèse d'utiliser un H2S de synthèse a été vite écartée et cinq puits ont été conservés, à Arance, pour alimenter le futur équipement. « Une équipe projet d'une dizaine de personnes a été constituée, avec l'appui de Technip et on a pu conduire le projet sur trois ans, avec de fortes relations entre Sobegi, Arkema et Total. Nous avons pu utiliser les licences de ces industriels et les utiliser pour l'UTG. »

La période 2010-2013 est donc cruciale avec l'arrivée de Sobegi à Lacq, l'arrêt des installations de Total puis la mise en route du projet UTG.

**Flux continu**

« L'unité est véritablement mise en route en juillet 2013 avant d'être arrêtée en septembre durant deux mois. Une sorte de période de test pour résoudre tous les problèmes rencontrés et rectifier avant le redémarrage en novembre » explique Mikaël Bernadet, aujourd'hui chef d'exploitation de l'UTG et qui était là aussi il y a dix ans pour participer au lan-



La salle de contrôle de la plateforme de Lacq. © EN

cement.

Les puits d'Arance, exploités par la société Géopetrol qui amène le gaz à l'UTG, ont eux été sélectionnés, parmi la trentaine que compte le bassin, après des études géologiques. Aujourd'hui, le flux de gaz est continu entre Arance et l'UTG. « Mais il y a des périodes d'arrêt pour les inspections réglementaires, comme nous le ferons en 2024. » Une quinzaine de personnes travaillent à l'exploitation auxquelles il faut ajouter des salariés en charge de la

maintenance ou de la sécurité. Depuis 2016, une salle de contrôle commune permet de surveiller l'ensemble des installations de Sobegi, l'UTG mais aussi les chaudières, qui produisent de la vapeur, ainsi que la centrale d'utilités.

Côté production, ce sont 32 000 tonnes d'H2S qui sont livrées par an à Arkéma, explique le président de Sobegi Frédéric Pavard. Une partie de l'H2S est aussi utilisée par Lubrizol, autre industriel basé, lui, à Mourenx. Depuis cinq ans, un nouveau

débouché a été trouvé pour le gaz de Lacq, avec les centrales de cogénération, baptisées Pé-gaze. Il s'agit de produire de l'électricité avec l'excédent de gaz traité. « Tout ce gaz, donc, trouve son usage sur la plateforme de Lacq » explique Frédéric Pavard. Un gain d'efficacité énergétique qui permet aussi de limiter les rejets. La production d'électricité est de 20 MW. « Elle repart dans le réseau, mais surtout, cela permet d'équilibrer la consommation électrique du site. »

**Nouvelle image**

En plus de ses atouts industriels, l'UTG a aussi permis de faire changer le regard sur Lacq, un site auquel le déclin était promis, corollaire de l'épuisement du gisement, et qui a connu une véritable renaissance. « Cela a été une communication impressionnante » reconnaît Lise. « Même si beaucoup croient encore qu'il n'y a plus de gaz de Lacq... »

Mikaël lui pointe que tous les travaux réalisés - par Sobegi mais aussi ceux conduits chez Arkema - ont permis une vérita-

**EN CHIFFRES****156**

C'EST EN MILLIONS D'EUROS LA SOMME INVESTIE POUR L'UTG, DONT 110 DE SOBEGI, LE RESTE VENANT DE TOTAL, ARKÉMA ET L'ÉTAT.

**7 500**

C'EST LE NOMBRE D'EMPLOIS DIRECTS QU'A PERMIS DE PRÉSERVER L'UTG EN 2013. LE BASSIN DE LACQ, DANS SON INTÉGRALITÉ (INDUSTRIELS ET SOUS-TRAITANTS), REVENDIQUE AUJOURD'HUI PRÈS DE 8 000 EMPLOIS ET SE RAPPROCHE À TERME DES 10 000 AVEC LES INVESTISSEMENTS ANNONCÉS.

ble émulation. « Cela a donné des perspectives aux équipes en interne. L'installation du producteur de biocarburants Abengoa - devenu depuis Vertex - , qui a débuté son activité en 2008, avait certes permis d'entrevoir un avenir pour le site de Lacq, mais le projet de l'UTG a consolidé cette renaissance. « Certes, on n'est plus dans la production de gaz pour le pays, mais c'est une nouvelle orientation, qui permet de conserver les emplois. » Et d'en amener d'autres. Toray installe sa deuxième usine béarnaise sur la plateforme de Lacq un an après la mise en route de l'UTG. Puis Biolacq en 2015. « Sans l'UTG, l'environnement économique n'aurait pas été le même » illustre Mikaël.

**Une révolution**

Le contexte géopolitique récent a de plus en plus renforcé l'attractivité de la plateforme Induslacq, avec un gaz décorrélé des prix du marché, qui permet de proposer aux clients existant une vapeur à prix compétitif. « Pour Sobegi en tout cas, cela a été une révolution. D'abord parce qu'on est passé de Mourenx à Lacq mais aussi parce que tout en restant fournisseur de services et d'utilités, nous sommes aussi devenus opérateur d'une unité industrielle. » Et l'histoire entre Lacq et le gaz est encore loin d'être terminée. On assiste actuellement à une remontée de pression dans les puits, si bien que l'horizon de l'épuisement n'est désormais plus 2 030, mais 2 050 voire 2 060.

ERIC NORMAND ■

# Pour le président de Sobegi, le gaz a toujours de l'avenir à Lacq

Frédéric Pavard, président de Sobegi, revient sur l'avenir de l'industrie du gaz en Béarn, et, plus largement sur les grands projets de Sobegi et du bassin de Lacq.

Quel avenir pour le gaz sur le bassin de Lacq ? Président de Sobegi (236 salariés), la filiale de TotalEnergies qui pilote les plateformes de Lacq (Induslacq) et Mourenx (Chem'pôle 64), Frédéric Pavard décrypte les enjeux de la mise en service de l'Unité de Traitement de Gaz, il y a dix ans. De quoi aussi aborder les perspectives de développement industriel de sa société.

**En quoi la mise en service de cette Unité de Traitement de Gaz, dont nous allons fêter la décennie, a représenté un tournant dans l'histoire de votre société ?**

En 2013, ce fut la fin de l'exploitation du gaz de Lacq à très grande échelle. Depuis les années 50, Lacq fournissait la plupart des besoins en gaz naturel en France, ce qui a permis de garantir une certaine indépendance énergétique au pays.

Il y a dix ans le modèle qui a été choisi, c'était de poursuivre l'exploitation du gaz de Lacq à très faible échelle pour fournir les besoins en composés soufrés de la chimie du soufre et alimenter les sociétés, comme Arkema.

**A contrario de ce que certains peuvent croire, on continue donc produire du gaz sur le bassin ?**

Oui, on continue pour satisfaire les besoins de la chimie, en particulier de la chimie du soufre. C'est à ce titre-là que la fameuse Unité de Traitement de Gaz, dite UTG, a été mise en service en 2013.

Il reste donc du gaz résiduel qui a une valeur énergétique, utilisé sur les chaudières pour faire de la vapeur pour les in-



Frédéric Pavard, président depuis bientôt deux ans de Sobegi, qui pilote les plateformes de Lacq et Mourenx. © MARC ZIRNHELD

dustriels, mais aussi de l'électricité (lire ci-dessous).

**Cette UTG a-t-elle aussi permis de rendre le site de Lacq plus attractif ?**

Le gaz qui est utilisé pour produire de la vapeur dans les chaudières est décorrélié du prix du marché du gaz sur le marché international. En 2022, les prix du gaz se sont complètement envolés et nos clients d'Induslacq ont été protégés par rapport à ces hausses de prix phénoménales que l'ensemble des usagers ont pu constater.

C'est véritablement un avantage économique que l'on a sur la plateforme de Lacq pour garantir la compétitivité des activités de nos industriels présents. Mais il n'y a pas que le gaz. Il y a aussi tous les services de Sobegi qui permettent de faciliter l'implantation de nouveaux projets et d'assurer tous les usages qui ne sont pas dans le cœur de métier de ces activités. Le fait de mutualiser les services rend l'offre plus intéressante.

Autre atout supplémentaire, la plateforme a été labellisée site «Clés en main» par l'État, ce

**« AVEC L'UTG, C'EST UN VÉRITABLE AVANTAGE ÉCONOMIQUE QUE NOUS AVONS SUR LA PLATEFORME DE LACQ POUR GARANTIR LA COMPÉTITIVITÉ DES ACTIVITÉS DES INDUSTRIELS. »**

FRÉDÉRIC PAVARD

qui est plus intéressant pour les investisseurs. Ils voient bien que la plateforme est rodée, dans un environnement qui possède une véritable culture industrielle.

**Au début de ce projet, on parlait d'exploitation jusqu'en 2030. Maintenant, on est plutôt sur 2050 voire 2060 ?**

Aujourd'hui, on table effectivement plutôt sur 2050 voire 2060. Tout simplement parce qu'il y a une remontée en pression dans le gisement. Ce qui permet d'assurer une disponibilité du gaz encore de nombreuses années.

**Depuis 10 ans, il y a eu les arrivées de Toray, Messer... Doit-on s'attendre à de nouvelles implantations ?**

C'est vrai que nous avons eu ces arrivées mais avant cela, il y a eu une implantation importante, celle de la société Vertex (auparavant Abengoa, NDLR), une unité qui couvre désormais 20 % des besoins de la France en bioéthanol. C'était assez remarquable à l'époque.

Récemment, nous avons eu la société Alpha Chitin qui est venue s'implanter, avec un produit à très haute valeur ajoutée qui trouve son utilisation dans la pharmacie et la cosmétologie.

Le deuxième projet qui va prendre place dans très peu de temps, avec un démarrage en 2024-2025, est porté par la société Carester qui va recycler des aimants pour en extraire les terres rares. Ces terres rares prennent de plus en plus d'importance. Ce sont des éléments significatifs de constitution des batteries électriques. C'est donc un projet porteur d'avenir pour la plateforme.

**Quid des projets de biocarburants dont on parle**

**beaucoup en ce moment ?**

Ce sont deux projets importants. Celui annoncé en juin dernier par le président de la République de production de biokérosène avec un investissement significatif d'un milliard. Et puis un autre projet de production de e-méthanol, ce qu'on appelle l'électro méthanol, à partir d'hydrogène et CO<sub>2</sub>, pour produire du carburant pour le transport maritime.

**Vous menez vous aussi vos propres projets de décarbonation ?**

Nous avons défini une trajectoire de décarbonation pour nos propres activités, pour satisfaire aussi aux besoins de nos clients. Cela passe par consommer moins d'énergie, moins d'électricité, moins de vapeur.

Donc nous avons investi pour réduire notre consommation énergétique. C'est la première phase. Et la deuxième phase, c'est de mener à bien des projets qui sont actuellement en cours d'étude. Comme par exemple celui de produire de la vapeur à partir de biomasse et, plus particulièrement, à partir de déchets de bois. Nous souhaitons accompagner ainsi nos clients dans leurs projets de décarbonation.

**Près de deux ans après votre arrivée en Béarn, comment jugez-vous l'écosystème industriel de Lacq ?**

Il y a ici une convergence de toutes les instances, qui travaillent de façon conjointe pour que tous les projets prennent forme. Et c'est une force de ce territoire, de savoir travailler ensemble. Que ce soit Sobegi, TotalEnergies, Chemparc, la communauté de communes de Lacq-Orthez, la municipalité, la Région... tout le monde pousse dans le même sens. Je n'ai pas forcément connu cela ailleurs et c'est une distinction particulière que l'on peut trouver, ici, à Lacq. C'est même une force fondamentale.

RECUEILLI PAR ERIC NORMAND ■

## La production de gaz s'est convertie à l'économie circulaire

Le gaz de Lacq, c'est 20% de H<sub>2</sub>S (hydrogène sulfuré), 70% de méthane et 10% de CO<sub>2</sub> : une composition qui permet d'offrir plusieurs débouchés.

Ainsi, quand elle arrive à l'UTG, une partie du gaz, soufré, est envoyée vers son client Arkema, l'autre est désulfurée. C'est ce gaz traité qui est ensuite transformé en vapeur, au sein de la centrale d'utilités que domine la dernière haute cheminée d'Induslacq.

Il permet de fournir de l'énergie aux industriels de la plateforme de Lacq. Et depuis cinq ans, les surplus de gaz traité sont désormais transformés en



électricité grâce aux centrales dites de cogénération qui ont poussé sur le site.

Baptisées Pégaze (pour Production d'énergie à partir de gaz excédentaire), ces unités ont été déployées sur la plateforme Induslacq après un investissement supérieur à 20 millions d'euros. De quoi produire 20 MW électriques par heure ensuite revendus à EDF. Une forme d'efficacité énergétique mais aussi économique qui est un atout supplémentaire pour l'attractivité de la plateforme de Lacq.

L'une des centrales Pégaze, qui sert à produire de l'électricité. © ARCHIVES AT



### Un grand arrêt en 2024

Cinq après sa mise en service, l'Unité de Traitement de Gaz (UTG) a connu en 2018 un arrêt réglementaire. Imposé par l'administration, il s'agit d'inspecter durant six semaines les colonnes, les tuyauteries... Ce grand arrêt était synchronisé avec celui des usines que l'UTG alimente. De quoi aussi conduire divers chantiers de modernisation en ce moment d'absence de production. Le délai réglementaire étant désormais passé de cinq à six ans, un autre arrêt est prévu en 2024 pour une nouvelle phase d'inspection. Un moment important pour les équipes de Sobegi.